

## Grenelle de l'éducation: deux syndicats dont la FSU claquent la porte

Paris, 3 déc. 2020 (AFP) -

La FSU, première fédération syndicale enseignante et la CGT éducation ont annoncé avoir quitté les ateliers du Grenelle de l'éducation organisé par le ministère de l'Éducation nationale, dénonçant une "opération de communication", sur des visions "peu ouvertes au dialogue".

Fin octobre, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer avait lancé le Grenelle de l'éducation à Paris qui, durant trois mois, doit "réfléchir aux modernisations de l'Éducation nationale", à travers divers ateliers et la participation de personnalités de la société civile, telles que Daniel Pennac ou Marcel Rufo.

Dans un communiqué, la FSU a dénoncé jeudi "une opération de communication sur des visions déjà arrêtées et peu ouvertes au dialogue et considère que la parole de leurs représentants est submergée par celles "d'experts soigneusement choisis par le ministère, dont certains n'ont pour seule expérience de l'école que de l'avoir fréquentée durant leur jeunesse", poursuit la FSU.

"Dans une période où la confiance des enseignant-es à l'égard du ministère est largement éprouvée, (...), le Grenelle de l'éducation continue à creuser l'écart entre les intentions ministérielles et les attentes réelles des personnels, tant sur le plan du métier que sur celui des rémunérations", souligne le syndicat.

Il y a quelques jours, la CGT Education a également annoncé avoir quitté cet ensemble d'ateliers. Elle dit ne pas ne souhaiter cautionner des décisions "lourdes de menaces sur les statuts et les conditions de travail des personnels".

Interrogé par l'AFP, un autre syndicat, le Snalc (secondaire), a expliqué que "malgré les discussions qui ne mènent à rien", il souhaite "y participer afin de porter (ses) positions".

La FSU, vient de publier un sondage réalisé par Ipsos auprès de 1.000 personnels de l'Éducation nationale et 500 parents, selon lequel 71 % des personnels se disent satisfaits de leur métier, mais 59% considèrent que "le système éducatif fonctionne plutôt mal".

Plus de deux enseignants sur trois (68%) estiment que les réformes lancées depuis trois ans vont dans le mauvais sens et 42% des parents d'élèves sont de ce même avis. En cause, une charge de travail jugée en hausse par 73% des enseignants. Surtout, les professeurs estiment à 69% que ces réformes sont "inutiles pour les élèves".

asm/dar/ide

IPSOS

Afp le 03 déc. 20 à 13 10.